
Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique

(Exercice financier 2016)

Janvier 2017

Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)
Département des études internationales
Service du Moyen-Orient et de l'Afrique

【Clause de non-responsabilité】

L'utilisation des informations contenues dans le présent rapport est soumise au jugement et à la responsabilité de l'utilisateur. Le JETRO apporte tout son soin à fournir des informations aussi exactes que possible. En cas de préjudice lié à l'usage qui pourrait être fait des informations présentées dans ce rapport, il ne saurait en assumer la responsabilité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Principales conclusions de l'étude

Le marché africain continue de susciter de fortes attentes.

Plus de la moitié des entreprises, séduites par le potentiel de croissance du marché, souhaitent étendre leurs activités.

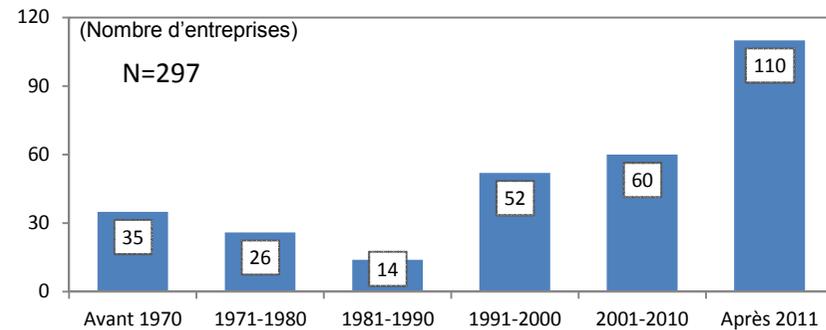
- ☆ Plus de la moitié des entreprises, séduites par le potentiel de croissance, envisagent d'étendre leurs activités. (p.4)
- ☆ De plus en plus d'entreprises dégagent des bénéfices ou escomptent une amélioration de leurs résultats d'exploitation. (p. 5-7)
- ☆ Les risques liés à l'investissement demeurent toutefois élevés (complexité des procédures administratives, instabilité politique, fluctuation des taux de change, etc.). (p.12,13)
- ☆ Les pays les plus attractifs sont le Kenya, le Nigeria et la République d'Afrique du Sud. (p.17,18)

Description de l'étude et profil des entreprises qui y ont répondu

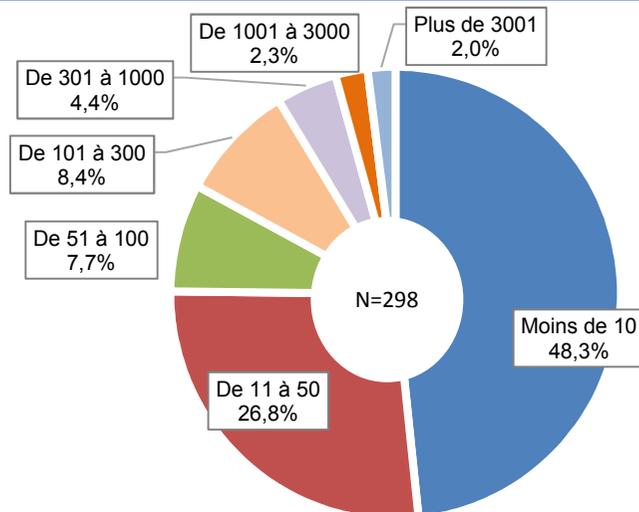
Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique (exercice financier 2016)

- ◆ Date: du 29 septembre au 11 novembre 2016
- ◆ Taux de réponses valides: 80,2%
(299 entreprises sur les 373 entreprises interrogées dans 24 pays)
- ◆ Cible: entreprises japonaises implantées en Afrique
 - ※ Entreprises japonaises ayant investi en Afrique, indépendamment de la hauteur du financement ou de la présence de personnel japonais expatrié.

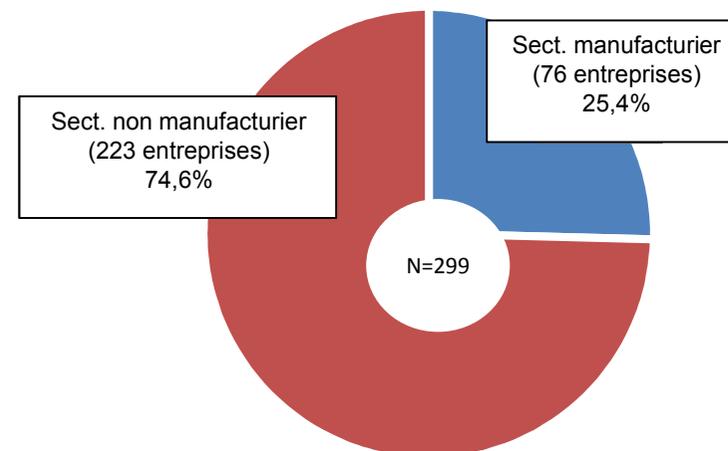
Année d'implantation: les entreprises implantées après 2011 sont les plus nombreuses.



Nombre d'employés : la majorité des entreprises ont un effectif réduit.

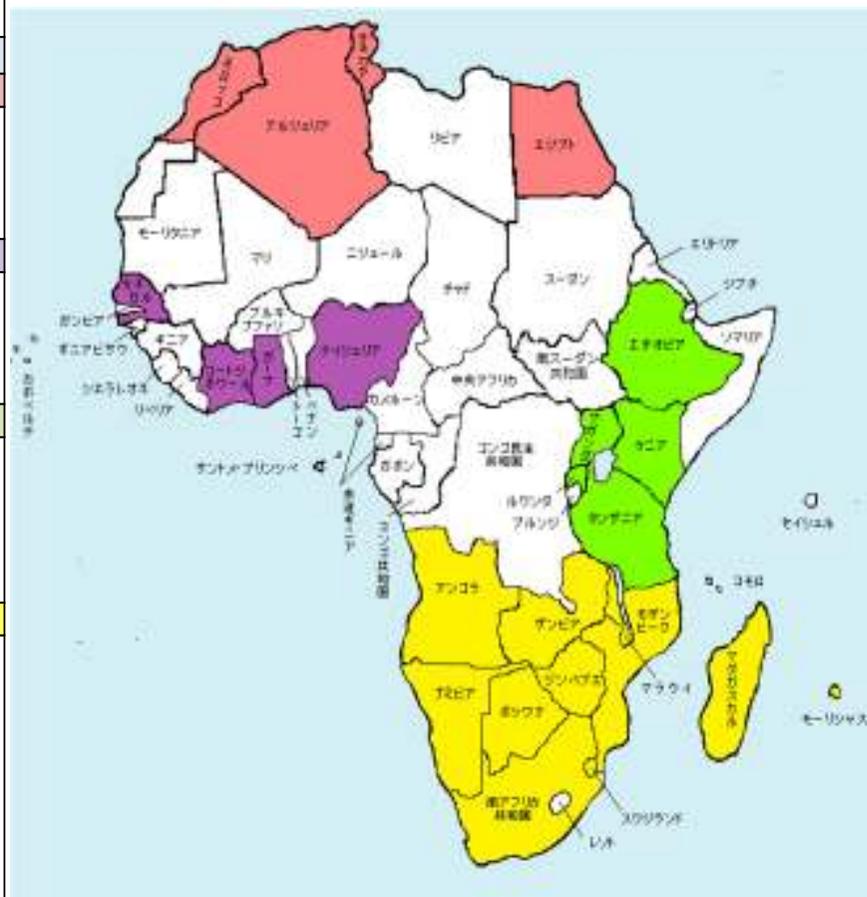


Secteur d'activité : un quart des entreprises appartient au secteur manufacturier.



Cible de l'étude: 299 entreprises implantées dans 24 pays

	Nombre d'entreprises interrogées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (sect. manufacturier)	%	
Total	373	299 (76)	100.0	80.2
Afrique du Nord	92	74 (20)	24.7	80.4
Egypte	47	36 (10)	12.0	76.6
Maroc	22	21 (5)	7.0	95.5
Tunisie	12	6 (3)	2.0	50.0
Algérie	11	11 (2)	3.7	100.0
Afrique de l'Ouest	41	41 (9)	13.7	100.0
Nigeria	22	22 (6)	7.4	100.0
Ghana	12	12 (2)	4.0	100.0
Côte d'Ivoire	5	5 (1)	1.7	100.0
Sénégal	2	2 (0)	0.7	100.0
Afrique de l'Est	63	56 (12)	18.7	88.9
Kenya	38	36 (5)	12.0	94.7
Tanzanie	11	8 (2)	2.7	72.7
Ethiopie	8	7 (2)	2.3	87.5
Ouganda	3	3 (1)	1.0	100.0
Rwanda	3	2 (2)	0.7	66.7
Afrique australe	177	128 (35)	42.8	72.3
Rép. d'Afrique du Sud	128	87 (26)	29.1	68.0
Mozambique	17	16 (5)	5.4	94.1
Zambie	10	7 (2)	2.3	70.0
Angola	9	8 (0)	2.7	88.9
Madagascar	4	4 (0)	1.3	80.0
Maurice	2	2 (0)	0.7	100.0
Botswana	2	1 (0)	0.3	50.0
Malawi	2	1 (0)	0.3	50.0
Swaziland	1	1 (1)	0.3	100.0
Namibie	1	1 (1)	0.3	100.0
Zimbabwe	1	0 (0)	0.0	0.0



Note 1: les pays cibles de l'étude sont indiqués en couleur.

Note 2: rouge: Afrique du Nord; violet: Afrique de l'Ouest et du Centre; vert: Afrique de l'Est, jaune: Afrique australe

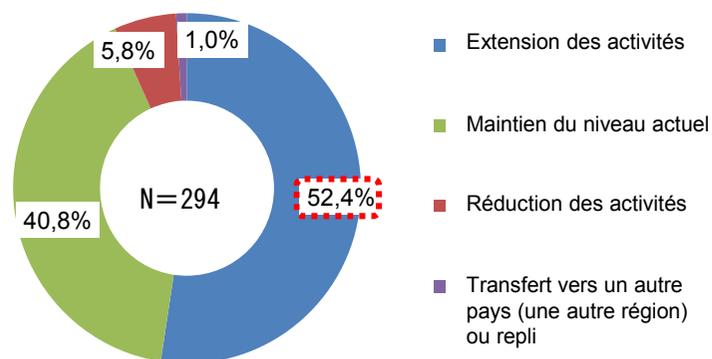
Note 1: le taux de réponses, indiqué en pourcentage (%), est arrondi à la 1^{re} décimale, ce qui explique que le total ne soit pas toujours égal à 100%.

Note 2: la lettre N indique, dans ce rapport, le nombre de réponses valides (échantillon).

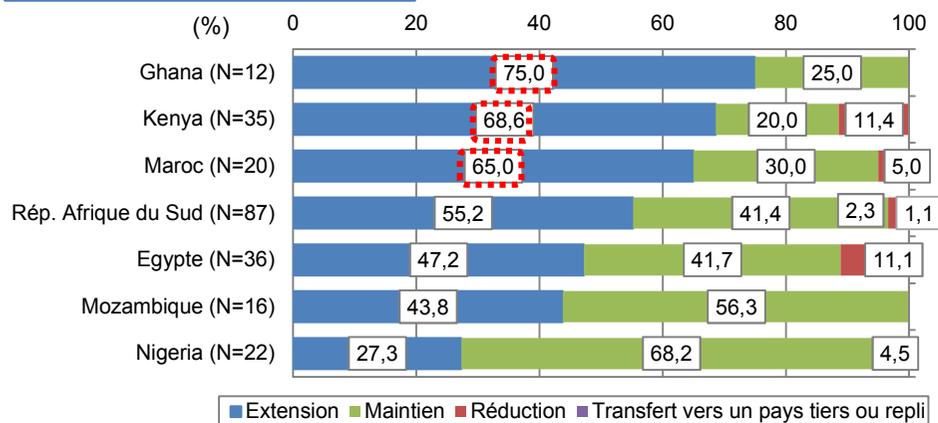
Perspectives: plus de la moitié des entreprises souhaitent étendre leurs activités.

52,4% des entreprises ayant répondu à l'enquête envisagent une extension de leurs activités d'ici un à deux ans. Les principales raisons avancées sont « la hausse du chiffre d'affaires » et « le potentiel de croissance ». Le pourcentage d'entreprises souhaitant étendre leurs activités est particulièrement élevé au Ghana, au Kenya et au Maroc.

Perspectives de développement d'ici 1 à 2 ans

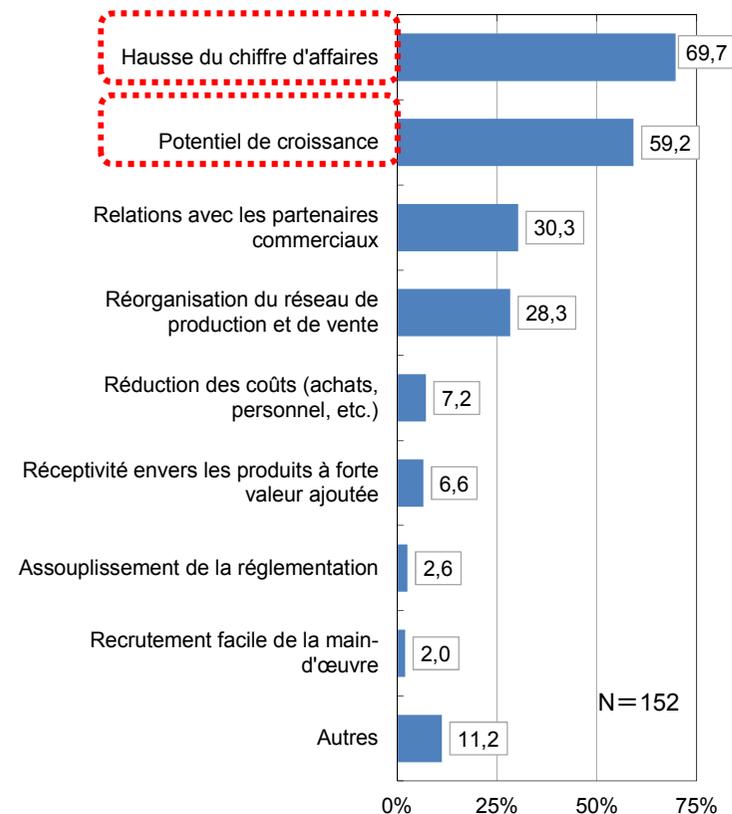


Résultats par pays



Note: les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

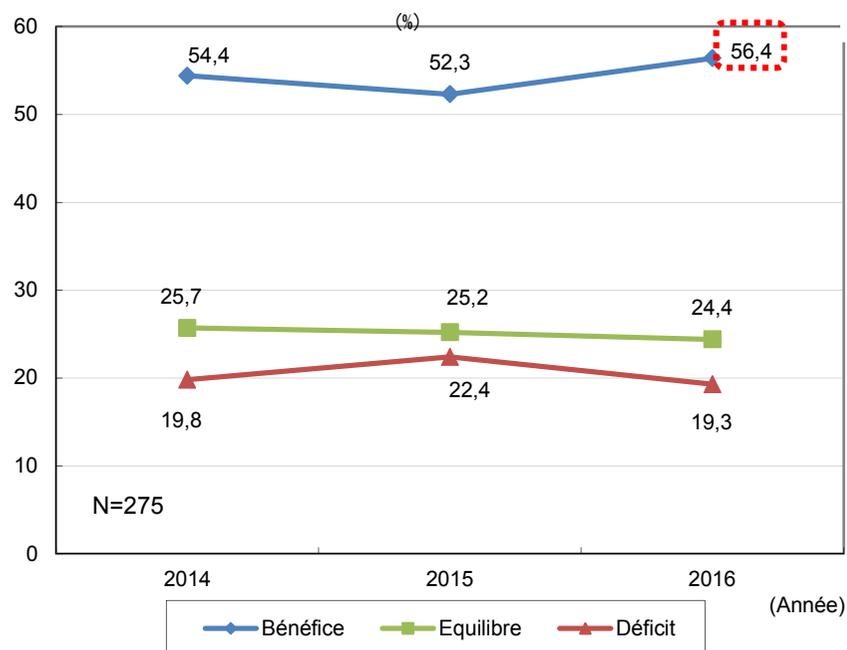
Raisons invoquées (plusieurs réponses possibles)



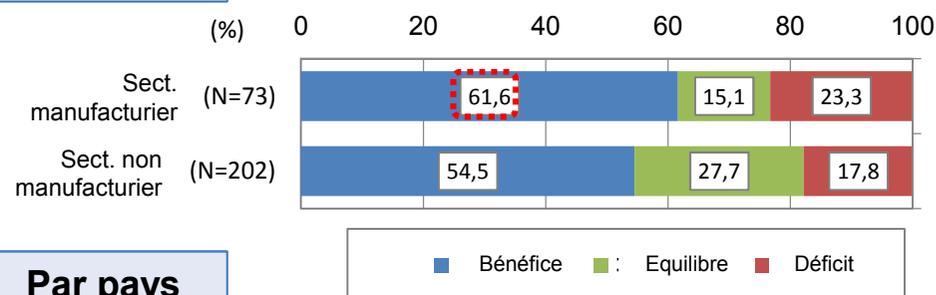
Résultat d'exploitation: 56,4% des entreprises dégagent des bénéfices. La situation est particulièrement favorable dans le secteur manufacturier et en Rép. d'Afrique du Sud.

56,4% des entreprises prévoient un résultat d'exploitation positif pour 2016, soit une hausse de 4,1 points par rapport à l'année précédente. Par secteur, l'industrie manufacturière, axée sur l'automobile et les pièces détachées, enregistre 61,6% d'entreprises bénéficiaires. Par pays, le Ghana (70,0%) et la République d'Afrique du Sud (69,9%) dépassent largement la moyenne générale.

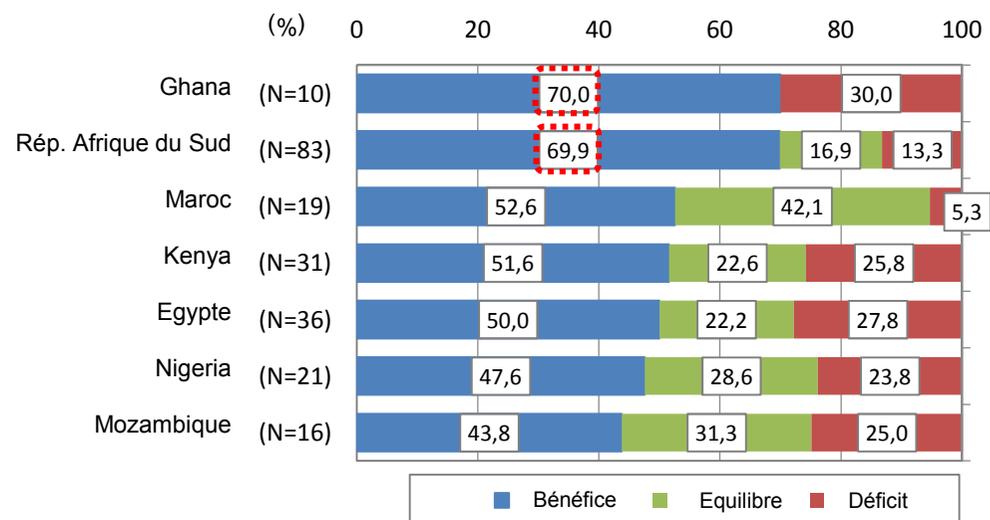
Evolution du résultat d'exploitation



Par secteur



Par pays



Note: les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

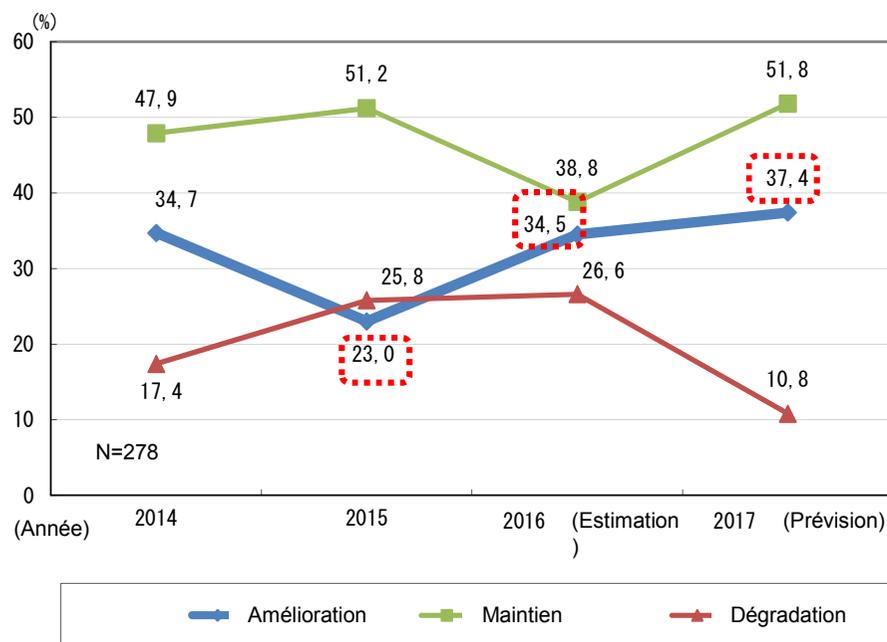
Résultat d'exploitation (par rapport à l'année précédente) 1: davantage d'entreprises constatent une « amélioration ».

34,5% des entreprises ont répondu prévoir une « amélioration » de leur résultat d'exploitation en 2016, soit une hausse de 11,5 points par rapport à l'année précédente.

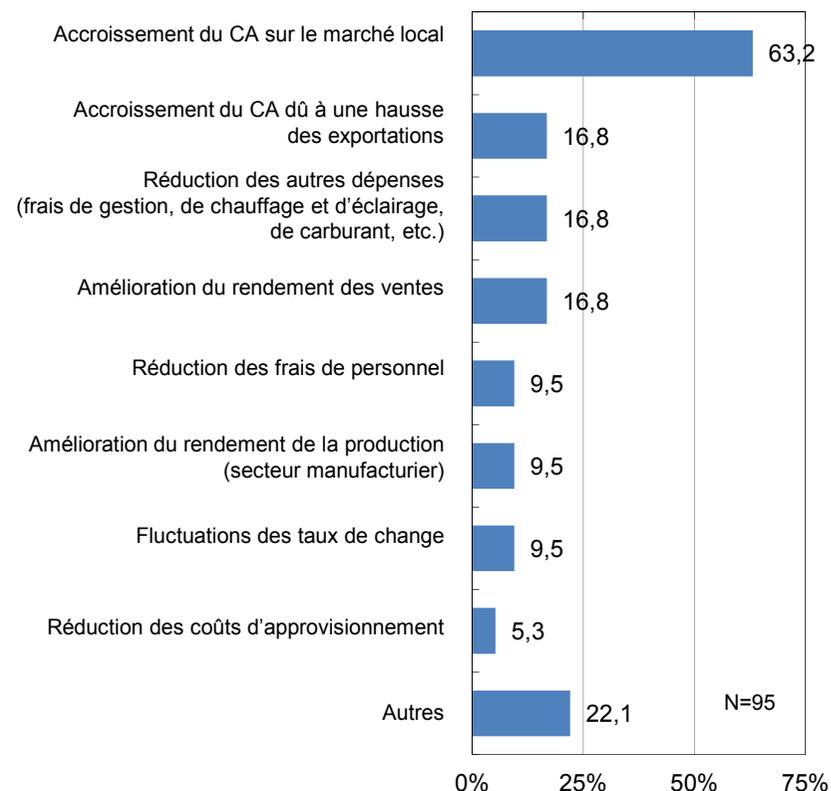
La première raison avancée est « l'accroissement du chiffre d'affaires sur le marché local » (63,2%).

La part d'entreprises escomptant une « amélioration » pour l'année 2017 est encore plus élevée (37,4%).

Evolution du résultat d'exploitation



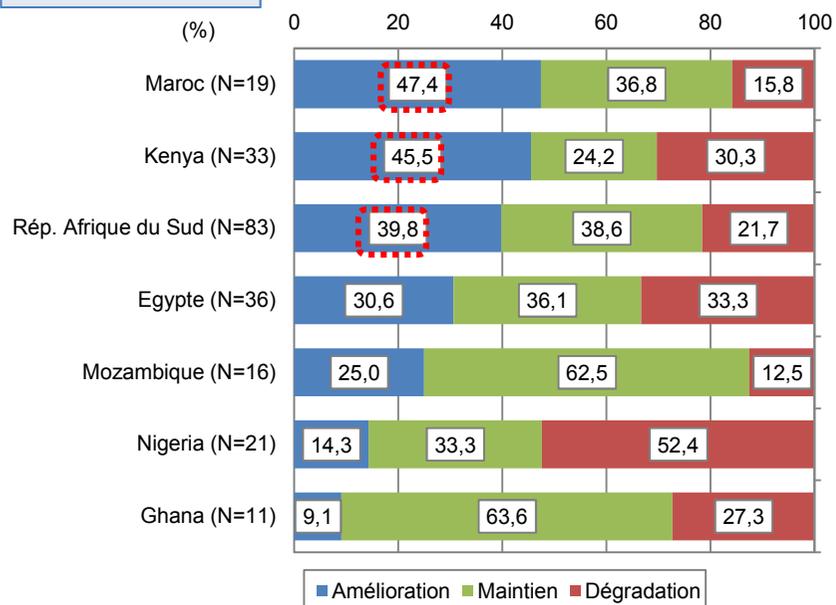
Raisons expliquant l'amélioration du résultat 2016 (Plusieurs réponses possibles)



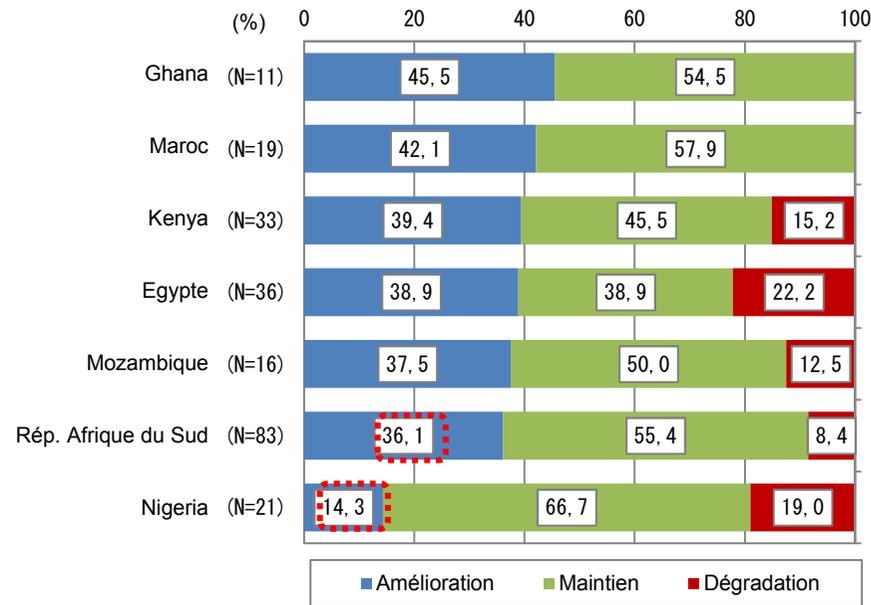
Résultat d'exploitation (par rapport à l'année précédente) 2: données par pays et par secteur

Résultat d'exploitation 2016 (estimation)

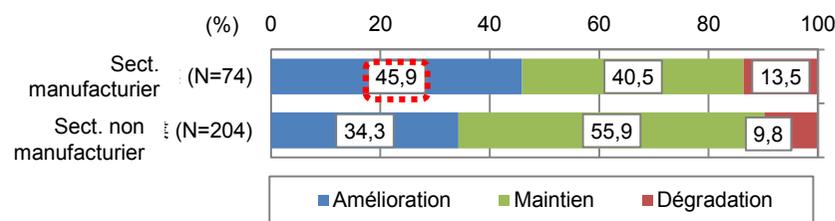
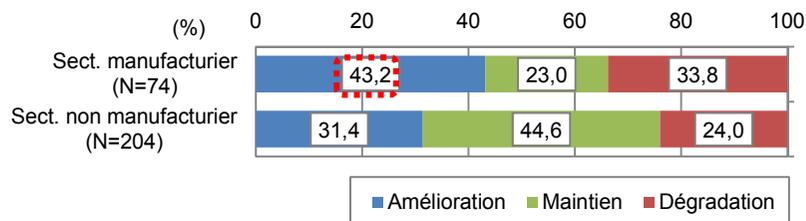
Par pays



Résultat d'exploitation 2017 (prévision)



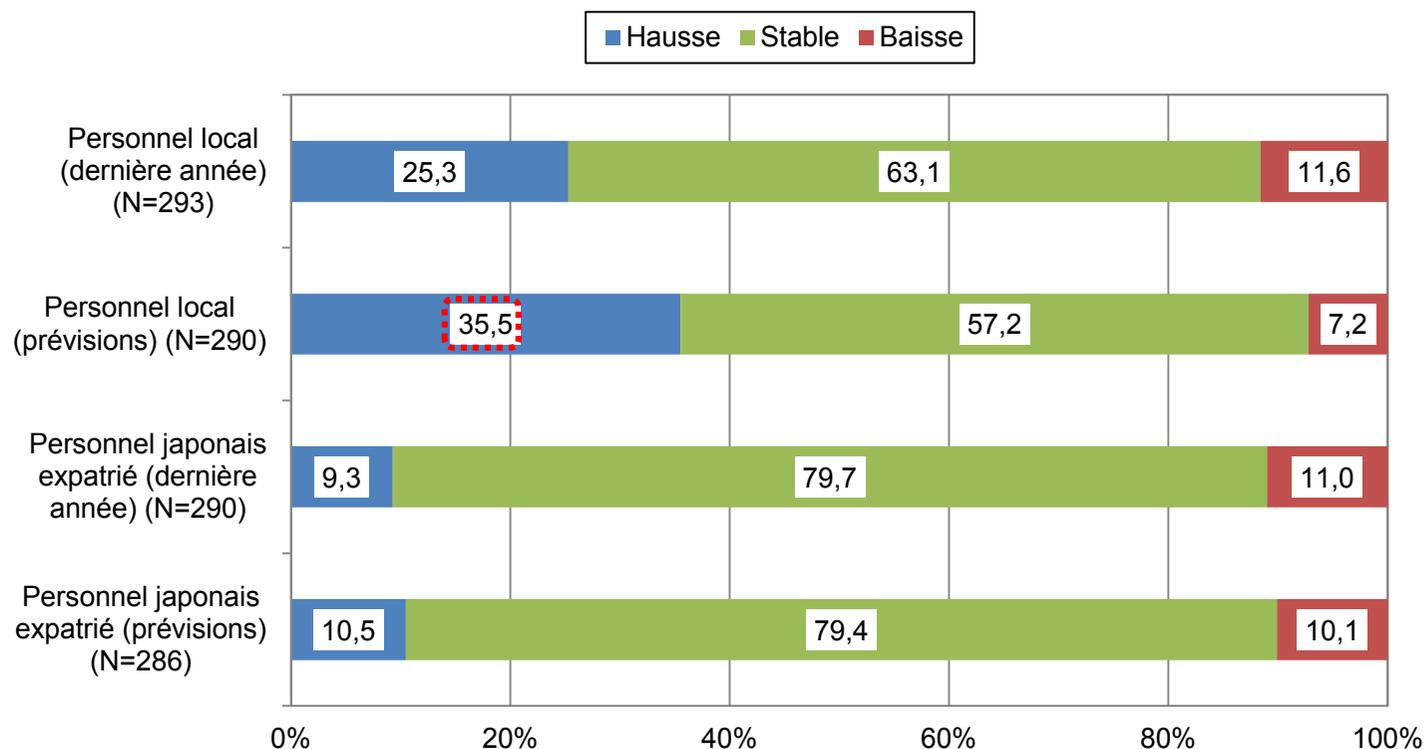
Par secteur



Nombre d'employés 1: plus de 30% des entreprises prévoient une augmentation de leur personnel local.

25,3% des entreprises ont répondu avoir « augmenté » l'effectif de leur personnel local pendant la dernière année. 35,5% prévoient une « augmentation » future de ce personnel. Concernant les employés japonais (expatriés), 79,7% des entreprises ont déclaré que leur nombre était resté « stable » depuis un an. 79,4% prévoient que cet effectif restera également « stable » dans le futur.

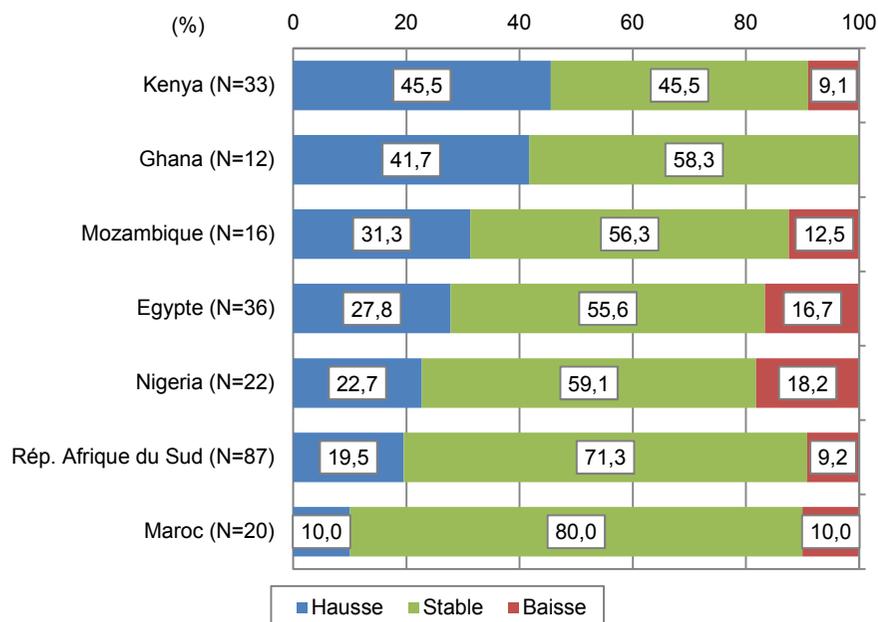
Evolution de l'effectif du personnel local et japonais expatrié



Nombre d'employés 2: données par pays et par secteur (personnel local)

Personnel local: évolution sur la dernière année

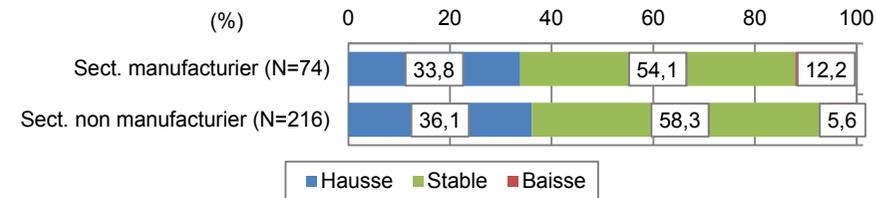
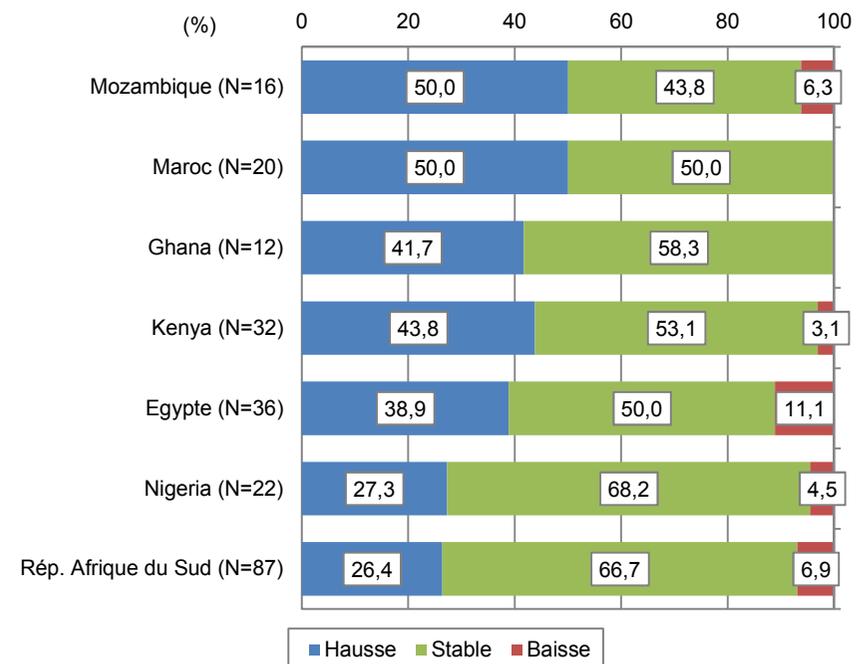
Par pays



Par secteur



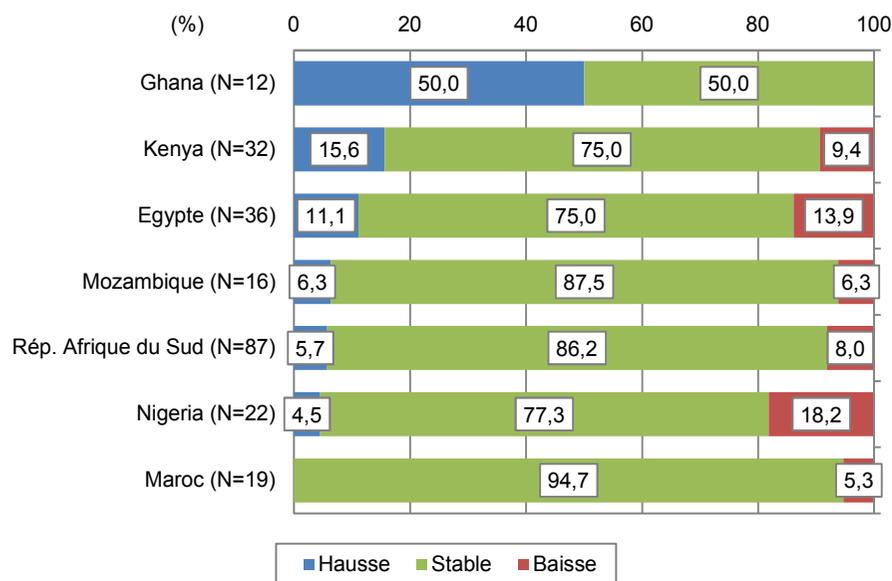
Personnel local: prévisions



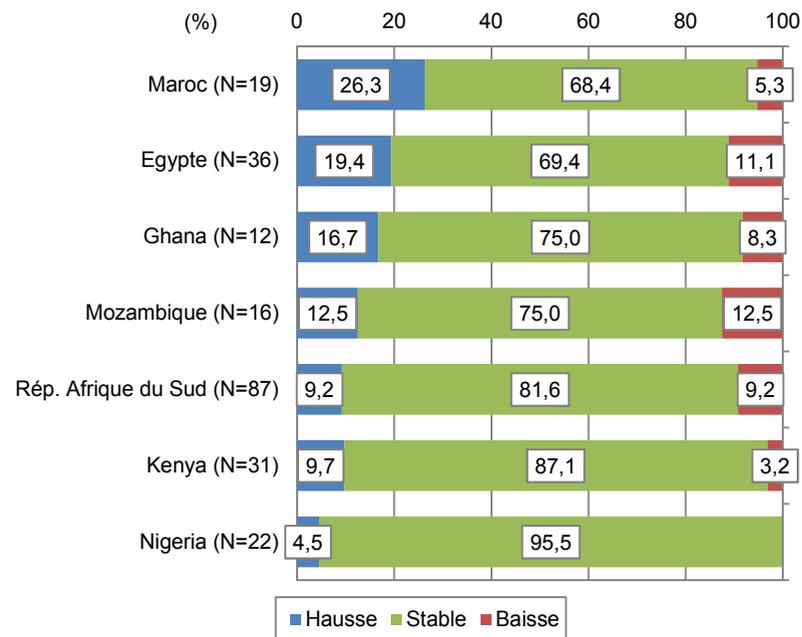
Nombre d'employés 3: données par pays et par secteur (personnel japonais expatrié)

Personnel japonais expatrié: évolution sur la dernière année

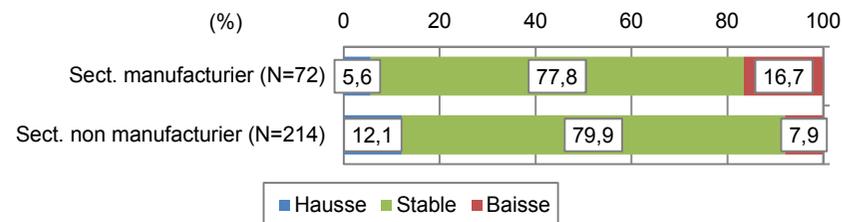
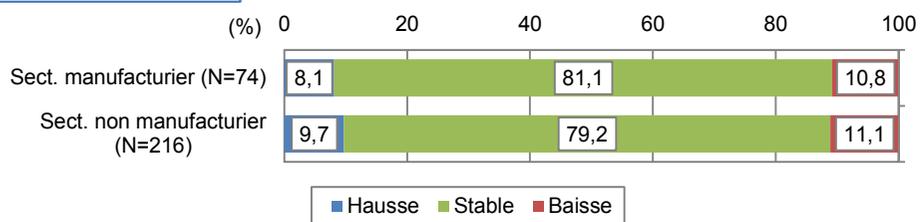
Par pays



Personnel japonais expatrié: prévisions



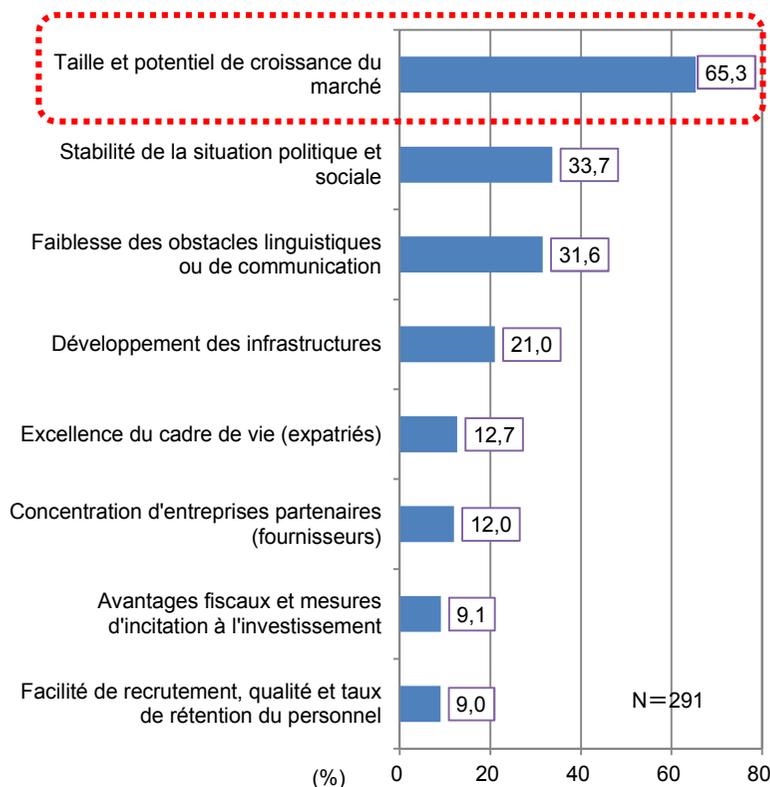
Par secteur



Investissements en Afrique: « la taille et le potentiel de croissance du marché », principal attrait

Sur le plan de l'investissement, « la taille et le potentiel de croissance du marché » constitue le principal attrait (65,3%). Cet avantage est surtout mis en avant au Nigeria (90,0%), en Egypte (86,1%) et au Kenya (75,8%). La « stabilité de la situation politique et sociale » est le premier motif d'investissement au Ghana (100%) et au Maroc (90,5%).

Avantages liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles)



Par pays

(%)	Taille et potentiel de croissance du marché	Stabilité de la situation politique et sociale	Faiblesse des obstacles linguistiques ou de communication	Développement des infrastructures	Excellence du cadre de vie (expatriés)	Concentration d'entreprises partenaires (fournisseurs)	Avantages fiscaux et mesures d'incitation à l'investissement	Facilité de recrutement, qualité et taux de rétention du personnel
Ensemble (N=291)	65,3	33,7	31,6	21,0	12,7	12,0	9,1	9,0
Nigeria (N=20)	90,0	0,0	10,0	0,0	0,0	10,0	2,5	0,0
Egypte (N=36)	86,1	16,7	16,7	13,9	2,8	8,3	9,7	9,0
Kenya (N=33)	75,8	27,3	69,7	18,2	6,1	12,1	0,0	5,3
Rép. Afrique du Sud (N=87)	65,5	32,2	43,7	31,0	24,1	17,2	11,5	9,2
Maroc (N=21)	52,4	90,5	9,5	28,6	19,0	9,5	7,2	9,5
Mozambique (N=16)	50,0	6,3	0,0	6,3	6,3	12,5	6,3	4,7
Ghana (N=12)	33,3	100,0	75,0	8,3	25,0	0,0	12,5	6,3

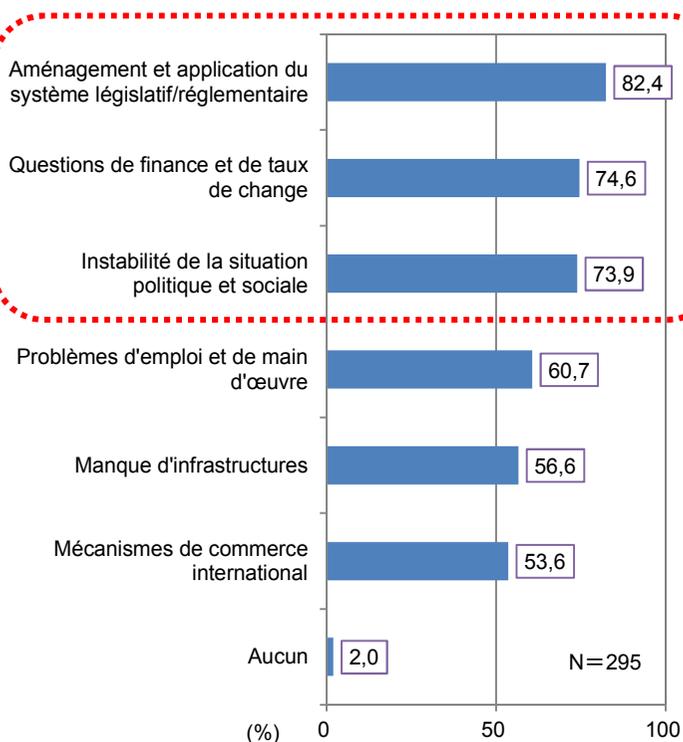
Note 1: les parties ombrées en bleu correspondent aux pourcentages supérieurs à la moyenne (ensemble).

Note 2: les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Risques liés à l'investissement 1: une situation toujours difficile – L'aménagement et l'application du système juridique, principal problème –

Sur le plan de l'investissement, les principaux risques sont liés à « l'aménagement et l'application du système législatif/réglementaire » (82,4%), aux « questions de finances et de taux de change » (74,6%) et à « l'instabilité de la situation politique et sociale » (73,9%). Concrètement, la complexité des procédures administratives, l'instabilité des taux de change et la détérioration de la sécurité sont mis en avant.

Risques liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles)



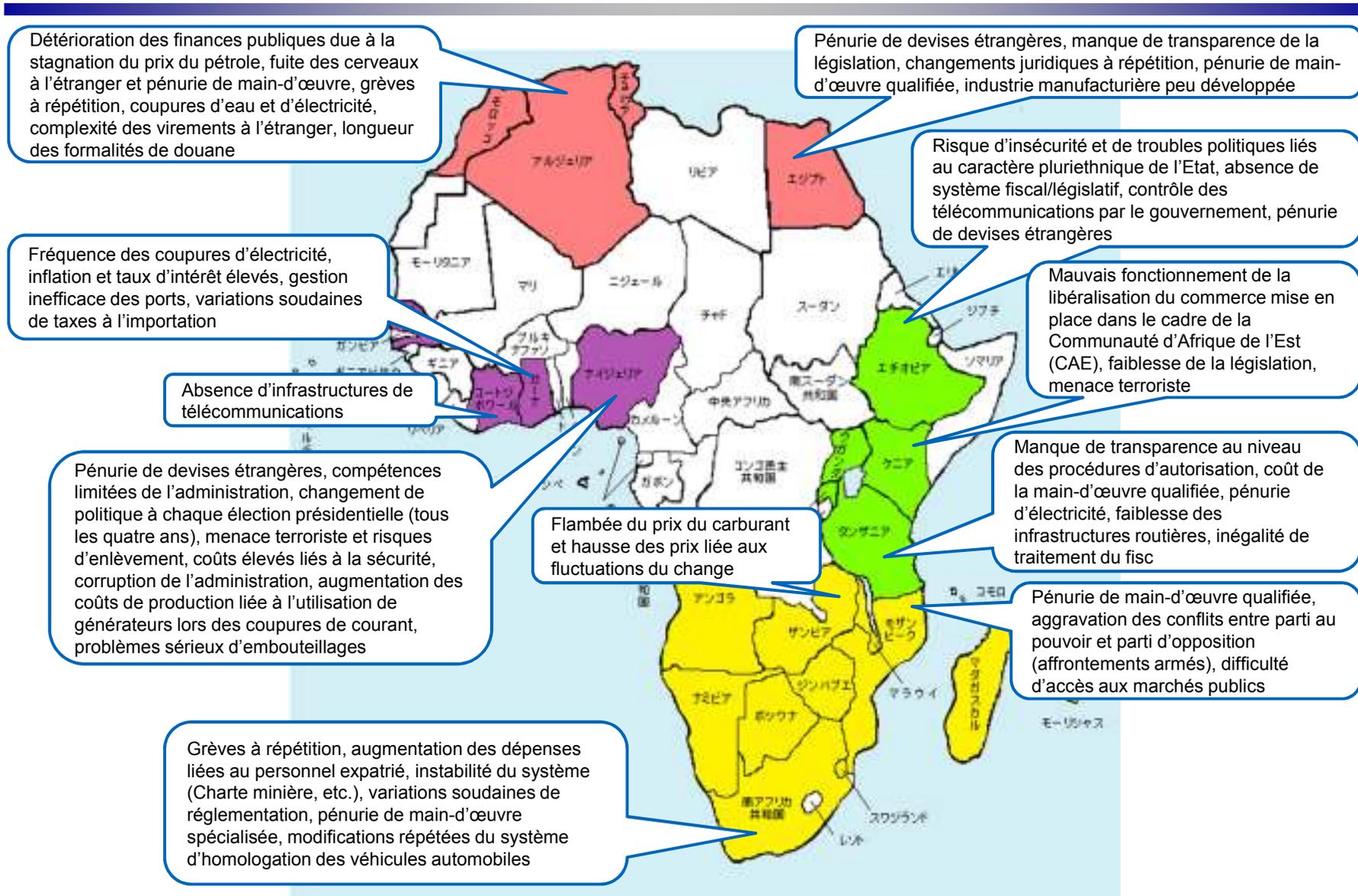
Par pays

(%)	Aménagement et application du système législatif/réglementaire	Questions de finances et de taux de change	Instabilité de la situation politique et sociale	Problèmes d'emploi et de main-d'œuvre	Manque d'infrastructures	Mécanismes de commerce international	Aucun
Ensemble (N=295)	82,4	74,6	73,9	60,7	56,6	53,6	2,0
Nigeria (N=21)	95,2	90,5	95,2	57,1	95,2	71,4	4,8
Egypte (N=36)	94,4	94,4	86,1	61,1	38,9	55,6	2,8
Mozambique (N=16)	93,8	87,5	87,5	62,5	75,0	56,3	-
Maroc (N=20)	80,0	40,0	35,0	50,0	15,0	45,0	5,0
Kenya (N=36)	80,6	41,7	75,0	58,3	41,7	41,7	-
Rép. Afrique du Sud (N=87)	77,0	73,6	86,2	74,7	54,0	39,1	-
Ghana (N=12)	75,0	83,3	8,3	25,0	75,0	66,7	8,3

Note 1: les parties ombrées en rouge correspondent aux pourcentages supérieurs à la moyenne (ensemble).

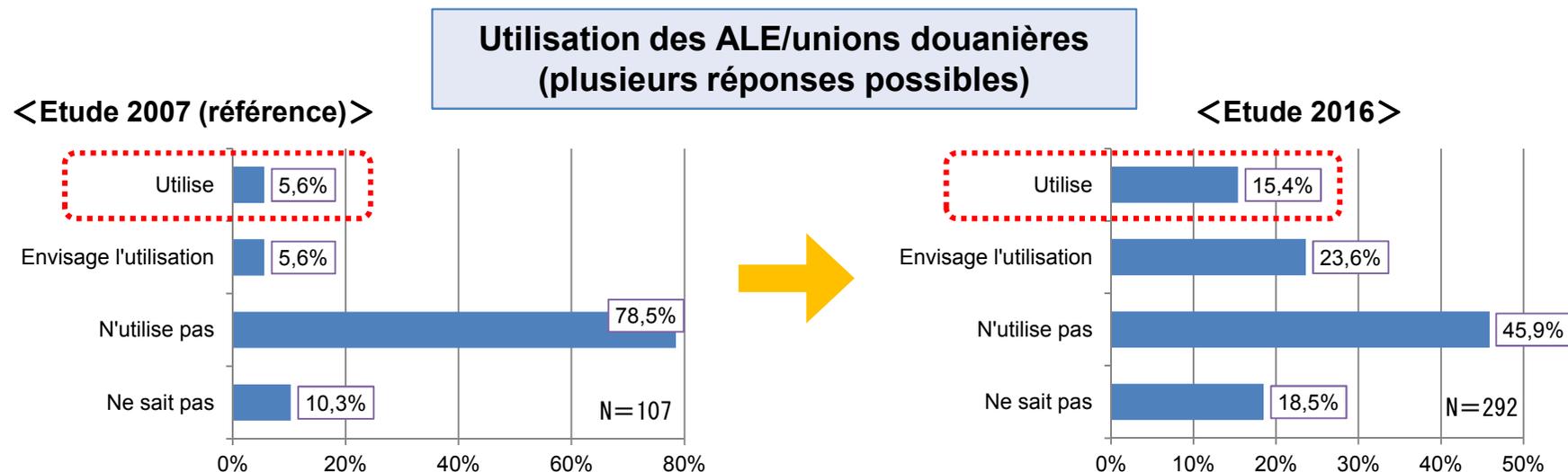
Note 2: les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Risques liés à l'investissement 2: commentaires des entreprises japonaises



Utilisation des ALE/unions douanières 1: bien qu'encore minoritaires, les entreprises qui y ont recours sont de plus en plus nombreuses.

15,4% des entreprises (45 sur 292) ont recours aux ALE/unions douanières, une hausse très nette par rapport à l'étude 2007, où elles n'étaient encore que 5,6% (6 sur 107). 23,6% (69 entreprises) envisagent d'y avoir recours dans le futur. Les ALE les plus utilisées sont la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'accord de libre-échange AELE/Union douanière d'Afrique australe (SACU) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).



ALE/unions douanières utilisées (plusieurs réponses possibles)

- Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (22 entreprises)
- Accord de libre-échange AELE (Association européenne de libre-échange)/SACU (11 entreprises)
- Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (10 entreprises)
- Accord de partenariat économique UE/CDAA (8 entreprises)
- Accord de partenariat entre les pays du sud de la Méditerranée (Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc, etc.) et l'UE (8 entreprises)

ALE/unions douanières dont l'utilisation est envisagée (plusieurs réponses possibles)

- Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (30 entreprises)
- Union douanière de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (21 entreprises)
- Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (20 entreprises)
- Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (14 entreprises)
- Accord de libre-échange AELE (Association européenne de libre-échange)/SACU (10 entreprises)
- Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) (9 entreprises)

Utilisation des ALE/unions douanières 2: données par pays et par secteur

Par pays

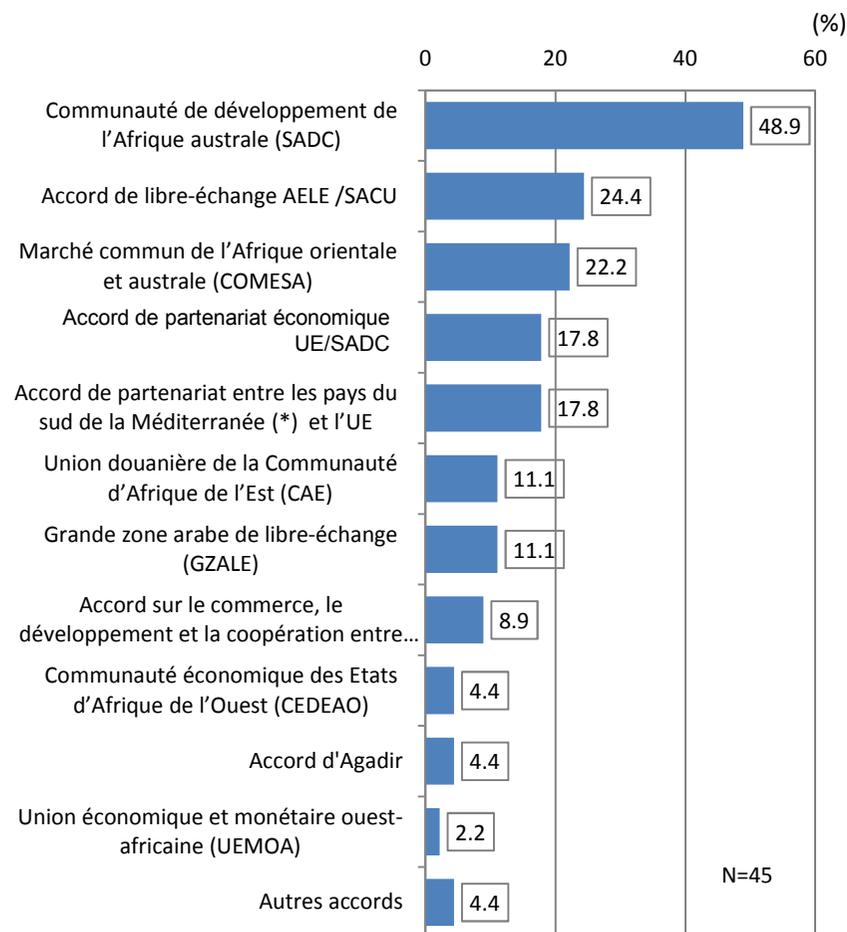
(%)	Utilise	Envisage l'utilisation	N'utilise pas	Ne sait pas
Ensemble (292)	15,4	23,6	45,9	18,5
Rép. Afrique du Sud (N=87)	23,0	16,1	42,5	23,0
Maroc (N=19)	21,1	26,3	15,8	42,1
Egypte (N=36)	13,9	33,3	52,8	8,3
Mozambique (N=16)	6,3	25,0	18,8	50,0
Kenya (N=34)	5,9	35,3	55,9	2,9
Nigeria (N=22)	0,0	31,8	45,5	22,7
Ghana (N=12)	0,0	16,7	75,0	8,3

Par secteur

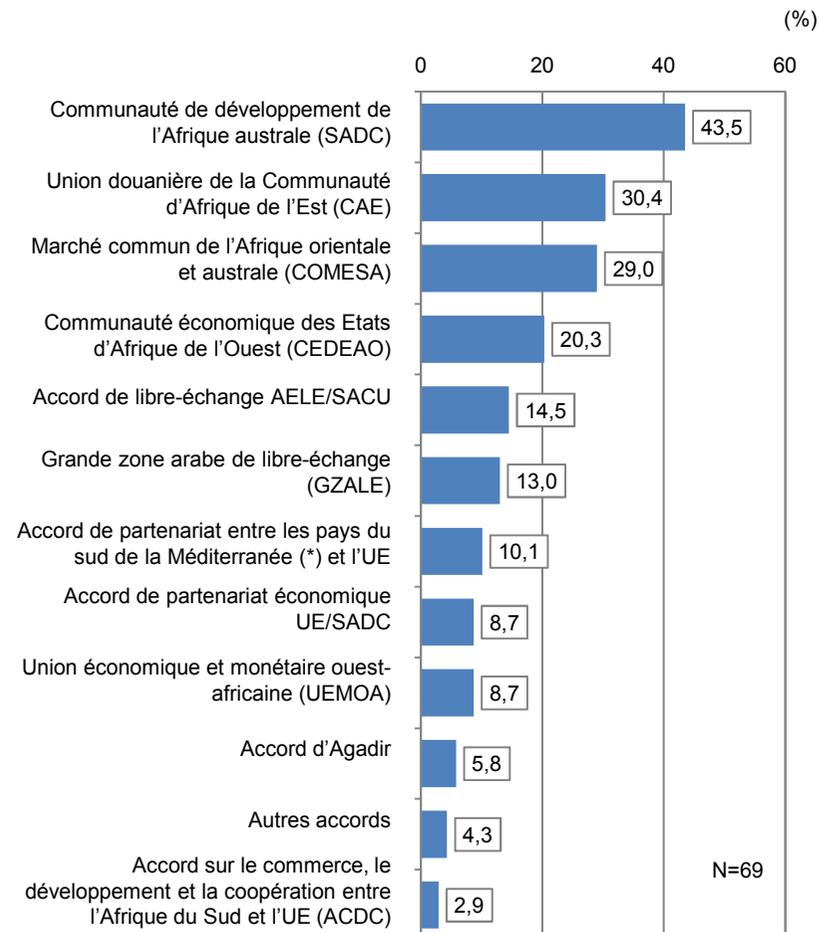
(%)	Utilise	Envisage l'utilisation	N'utilise pas	Ne sait pas
Sect. manufacturier (N=76)	31,6	26,3	28,9	21,1
Sect. non manufacturier (N=216)	9,7	22,7	51,9	17,6

Utilisation des ALE/unions douanières 3: détail des ALE utilisées ou dont l'utilisation est envisagée

ALE/unions douanières utilisées (plusieurs réponses possibles)



ALE/unions douanières dont l'utilisation est envisagée (plusieurs réponses possibles)



* Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc, etc.

Pays les plus attractifs 1: le Kenya, le Nigeria et la Rép. d'Afrique du Sud en tête

Les trois pays les plus attractifs sont, comme l'année dernière, le Kenya, le Nigeria et la République d'Afrique du Sud. L'Ethiopie (7^e rang l'an passé), la Côte d'Ivoire (10^e rang) et le Ghana (9^e rang) ont gagné des positions par rapport à l'année précédente.

N=251

	Pays	%	Atouts (commentaires des entreprises)
1	Kenya	35,9	Le plus grand marché d'Afrique de l'Est, taille du marché et stabilité de la croissance, potentiel de développement des infrastructures (dont production d'électricité à partir de la géothermie), aide active du gouvernement japonais, attention accrue lors de la conférence de la TICAD
2	Nigeria	31,9	Marché de consommation potentiel, grand pays d'Afrique de l'Ouest, potentiel du marché en cas de redressement du cours du pétrole brut, opportunités commerciales accrues dans le secteur des infrastructures, capacités de développement du secteur de l'agriculture
3	Rép. Afrique du Sud	29,5	Seul pays africain disposant d'un capital social solide, potentiel de croissance de l'industrie manufacturière, développement des infrastructures (dont électricité), ressources minières, l'un des niveaux de vie les plus élevés d'Afrique
4	Ethiopie	23,9	Importance de la population, potentiel de croissance du marché, coût réduit de la main-d'œuvre, opportunités commerciales accrues liées au développement de l'industrie textile
5	Côte d'Ivoire	21,5	Croissance économique solide, contexte favorable aux investissements (système juridique, infrastructures), opportunités commerciales accrues liées à la reconstruction économique
6	Tanzanie	20,7	Ressources énergétiques, croissance économique solide, opportunités commerciales accrues dans le secteur des infrastructures, potentiel de croissance du marché
7	Mozambique	19,1	Ressources en gaz naturel, croissance de la demande en infrastructures (secteur ferroviaire, installations portuaires, électricité, etc.), perspectives de croissance rapide
8	Ghana	18,3	Stabilité de la situation politique et sécurité, potentiel des industries du pétrole et du gaz, croissance de la demande en infrastructures
9	Angola	15,9	Potentiel de développement économique axé sur l'exploitation du pétrole et du gaz, croissance de la demande dans le secteur du bâtiment (construction d'usines, etc.)
10	Egypte	15,1	Premier pays du monde arabe sur le plan démographique, essor de la classe moyenne, forte demande en infrastructures, abondance des ressources

Pays les plus attractifs 2: commentaires des entreprises sur les autres pays

Pays	Atouts (commentaires des entreprises)
Zambie	Agriculture (notamment industrie du café), perspective de développement du marché, marché des infrastructures prometteur
Maroc	Porte d'entrée pour une implantation dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, croissance du marché de l'automobile, partenariat avec l'Europe, transition d'un pays agricole vers un pays industriel
Ouganda	Perspective d'un marché unique avec le Kenya, croissance économique solide, accélération des investissements dans le secteur des infrastructures
Algérie	Pays riche en ressources, taille et potentiel de croissance du marché, dynamisme des investissements dans le secteur des infrastructures, proximité géographique de l'Europe
Zimbabwe	Potentiel de l'agriculture, niveau élevé d'éducation, perspective de développement du marché, croissance de la demande en infrastructures
Rép. démocratique du Congo	Abondance des ressources naturelles, importance de la population, potentiel du marché, perspective de développement économique
Madagascar	Multiplication des projets de construction, abondance des ressources minières, perspective de développement du marché
Cameroun	Diversité de la structure industrielle, potentiel de développement économique



Département des études internationales, Service du Moyen-Orient et de l'Afrique
Ark Mori Building 6F, 12-32, Akasaka 1-chome, Minato-ku
Tokyo 107-6006
Tél: +81 3-3582-5180
Fax: +81 3-3582-5309
Courriel: ORH@jetro.go.jp